Modèles de cahiers de doléances du Tiers État qui circulent en Bretagne

- 1) Délibérations du Tiers de Rennes des 22-27 décembre 1788.
- 2) Lettre que les députés de l'ordre du Tiers, après la suspension des États, adressent, le 5 janvier 1789, aux communes, paroisses et corporations de Bretagne. page 3.
- 3) Modèle de cahier de doléances du Tiers État (Charges d'un bon citoyen de campagne) qui circule en Bretagne. page 5.

1) **Délibérations du Tiers de Rennes des 22-27 décembre 1788.**

- 1 L'assemblée, qui a élu par acclamation pour son Président M. Trehu de Monthierry, après avoir délibéré, a arrêté que, dans tous les cas, les Députés de l'Ordre du Tiers aux États soient, dès la tenue prochaine 1788, égaux en nombre à ceux des deux autres Ordres réunis ;
- 2 Que, dès la prochaine tenue 1788, il sera voté aux États, sur toutes matières quelconques et dans tous les cas, par tête et non par ordre ;
- 3 Que dorénavant, tous les impôts quelconques, tant réels que personnels, seront supportés d'une manière égale et proportionnelle par les trois ordres ; et chaque genre d'imposition sera porté sur un même rôle pour les trois ordres ;
- 4 Que le président du Tiers soit éligible par son ordre seul, dès la prochaine tenue 1788 ; qu'il ne soit ni noble, ni anobli, ni privilégié ; que, quand il recueillera les voix au Théâtre, il y soit accompagné de deux membres de l'Ordre et d'un commis greffier, pour faire note des voix, afin de former l'avis qui sera écrit, pour y être lu ;
- 5 L'assemblée a arrêté de refuser à ses députés tout pouvoir de délibérer sur toutes demandes du Roi, sur toutes affaires quelconques, avant qu'ils aient obtenu justice sur la représentation plus parfaite de l'Ordre du Tiers aux États et sur la répartition égale et proportionnelle, entre les trois ordres, de tous impôts tant réels que personnels, parce que néanmoins ils pourront accorder le don gratuit et consentir la régie momentanée des fermes des devoirs de la province.
- 6 A arrêté de demander que les recteurs des villes et campagnes soient admis aux États, dans l'ordre de l'Église, par députés élus par leurs pairs ; qu'ils soient nés Bretons et qu'ils aient dix ans de sacerdoce ;
- 7 Que, dès la tenue prochaine, les ordres ne réclameront pas, les uns vers les autres, les sommes prises jusqu'à ce jour pour les établissements faits dans les ordres respectifs, mais qu'il sera désormais, et à compter de la tenue de 1788, consenti aux fonds pour l'entretien desdits établissements: et que si, pour conserver les pensions, dons et gratifications faits en faveur des membres des ordres, il est nécessaire de faire de nouveaux fonds, il n'y sera pas consenti par l'Ordre du Tiers, sauf aux ordres à faire face respectivement aux dons, pensions et gratifications qu'ils pourront voter en faveur de leurs membres ;
- 8 Que, dès la même tenue 1788, le Tiers sera composé dans une proportion d'un député sur dix mille habitants environ, donnant deux cents députés pour tout l'Ordre du Tiers dans la Province, sans néanmoins se départir de l'égalité arrêtée entre l'Ordre du Tiers et les deux autres ordres réunis ;
- 9 Que, dès la tenue prochaine 1788, les députés du Tiers ne seront ni nobles, ni anoblis, ni subdélégués, ni juges des seigneurs, procureurs fiscaux, officiers, receveurs et autres agents des seigneurs, et les gens tenants aux fermes du Roi et de la province ;
- 10 Que, dans toutes les députations, les Commissions intermédiaires et de travail, durant la tenue des États, dans toutes les Commissions diocésaines et autres sans exception, le nombre des représentants du Tiers sera, dès la tenue prochaine 1788, égal à celui des deux autres ordres réunis, et les voix comptées par tête ;

11 Que, dès la même tenue, le président de l'Ordre du Tiers, les députés en cour et à la Chambre des Comptes aient les mêmes honneurs et les mêmes prérogatives que ceux des deux autres ordres, et de même, dans tous les cas, les mêmes traitements et émoluments ;

12 Qu'une place de Procureur-général-syndic soit, dès la tenue prochaine 1788, remplie par un membre du Tiers, et qu'elle soit dorénavant affectée à cet ordre ;

13 Que, vacance arrivant par démission, mort ou autrement de la place de greffier des États, elle soit remplie par un membre du Tiers ; qu'à l'avenir elle soit affectée alternativement aux ordres de la noblesse et du Tiers ;

14 Que les fouages ordinaires et extraordinaires seront, comme toutes les autres impositions, répartis entre les trois ordres, également et proportionnellement ; et quant au remboursement que l'Ordre du Tiers serait dans le cas d'exiger pour l'emprunt formé par l'établissement des fouages extraordinaires, il offre d'en faire la compensation par l'extinction absolue pour l'avenir des droits de lods et ventes perçus par les seigneurs sur les contrats d'échanges, par opposition au texte formel de notre Coutume ; et si cette offre de compensation n'est pas acceptée par les ordres de l'Église et de la noblesse, l'Ordre du Tiers répète et exige, dès à présent, le remboursement à la rigueur des fouages extraordinaires perçus jusqu'à ce jour ; qu'au surplus chaque genre d'impositions, sans exception, sera porté sur un seul et même rôle ;

15 Qu'il sera fait également, par la contribution égale et proportionnelle de tous les ordres, et sur toutes les personnes et habitants des villes et des campagnes, sans exception, un fonds suffisant pour l'abolition de la corvée sur les grands chemins, pour l'achat des miliciens, si les États ne jugent pas à propos de demander ou s'ils ne parviennent pas à obtenir la suppression de la levée des milices ; pour l'établissement des casernes dans les villes où elles sont nécessaires, sans laisser lieu à aucune contribution en nature ; pour payer une indemnité suffisante du logement de soldats dans les lieux de passage ou de cantonnement ; pour le paiement d'un guet ou patrouille dans les villes, lequel fonds, pour ce dernier article, sera fait par chaque ville sur toutes les personnes qui l'habitent sans aucune exception ; et enfin que, jusqu'à ce que l'établissement des casernes soit parfait, il n'y ait aucune exemption de la fourniture au casernement des troupes, et que, dans le cas où les milices ne seraient pas supprimées, où il ne serait point utile de faire un fonds pour l'achat des miliciens, les valets et domestiques seront assujettis au tirage, tant pour les milices de terre que pour celles de mer ou de cotes, sans aucunes exemptions pour aucun des trois ordres ;

16 Que, pendant la tenue des États, les officiers de la maréchaussée qui en sont la garde, n'exécuteront le commandement d'aucun des ordres, que celui du Tiers n'y consente, à peine d'être privés de gratifications, et que, dans tous les moments où les trois ordres seront au théâtre, la tribune sera libre et ouverte indistinctement à toutes sortes de personnes : et qu'il sera demandé aux États prochains qu'il soit fait un article du cahier des charges de MM. les députés en cour d'obtenir, par arrêt du Conseil ou autrement, l'église des Cordeliers, lorsque les États seront à Rennes, pour y établir le théâtre, afin d'y dresser une tribune assez spacieuse pour procurer à la nation la juste satisfaction d'entendre discuter ses intérêts.

17 Qu'en événement que la faculté d'imposer le clergé de Bretagne ne soit pas rendue indéfiniment à la province pendant la prochaine tenue, toutes les impositions en argent, de même que les fonds à faire pour éteindre celles qui seront exigées en nature et auxquelles le clergé ne pourrait être forcé de contribuer, soient fournis par une répartition égale et proportionnelle sur la noblesse et le Tiers État, observant que dans cette dernière hypothèse, le clergé doit toujours contribuer aux fonds à faire pour la suppression de la corvée, le logement et le casernement des troupes, l'achat des miliciens, paiement du guet et de la patrouille, et même à la fourniture au casernement des troupes, en attendant la construction des casernes.

18 Que MM. les députés en cour seront spécialement chargés de solliciter et d'obtenir que la porte soit ouverte aux membres du Tiers dans tous les tribunaux sans exception, et qu'ils soient admis à tous les emplois et offices ecclésiastiques, civils et militaires ; qu'à cet effet, Sa Majesté soit suppliée de lever les exclusions humiliantes qui dégradent l'homme, éteignent l'émulation, étouffent le génie et détruisent le germe du patriotisme et des grandes vertus ;

19 Qu'il sera demandé à M. le Commandant de cette province que les députés des corps et corporations, communes et paroisses, coadjoints aux députés des villes qui se trouvent actuellement à Rennes, aient la liberté d'entrer dans la salle des États, sur le banc du Tiers, parce que néanmoins ils ne seront ni votants, ni suffrageants, mais comme témoins du zèle qui règne dans l'assemblée pour l'intérêt général des affaires de la province, en assurer leurs concitoyens, et donner le tribut de louanges que méritent en général les représentants de la nation ;

20 Que la Déclaration du Roi du mois de septembre 1786, concernant l'augmentation des portions congrues, soit enregistré au Parlement de cette province ; qu'elle y ait son exécution, et que Sa Majesté soit suppliée de la renvoyer de nouveau, pour que l'enregistrement n'en soit plus sursis, et que l'augmentation de ladite portion congrue ait lieu dès le premier janvier prochain.

21 Qu'il soit également demandé à M. le Commandant, pour MM. les députés des communes, corporations et paroisses, l'entrée libre à la Chambre du Tiers, sans votation néanmoins ;

22 A arrêté de demander la suppression des tables aux États, des bourses, des enterrements, des baptêmes pour tous les ordres, des émoluments affectés à la place de maréchal des logis, comme inutile, afin que les fonds destinés et employés à ces dépenses, économisés désormais, puissent faire face à l'achat provisoire des lits et autres fournitures qu'il serait intéressant de partager dans les différentes villes de la province, où les passages des troupes, étant plus fréquents, exigent que le misérable abandonne son grabat pour y coucher le militaire ; et qu'en cas que les fonds ravis à la prodigalité, et désormais dédiés au soulagement des peuples, fussent plus que suffisants pour les fournitures du passage des troupes, l'excédent serve d'un premier fonds destiné à l'établissement des casernes ; le tout dès la tenue prochaine 1788 ;

23 Que désormais les délibérations des États, les comptes des États, délibérations et comptes des Commissions intermédiaires et autres pouvant tenir à l'administration de la province seront imprimés à chaque tenue, en nombre suffisant pour qu'il en soit réparti des exemplaires à toutes les communautés municipales de la province, afin que la nation entière apprenne à s'instruire de toutes les parties de son administration ; et, pour remplir entièrement cet objet, il sera également imprimé et réparti un nombre suffisant d'exemplaires de la table des anciennes tenues ;

24 Que les députés aux États ne pourront s'écarter en aucune manière des charges contenues au présent cahier, et que toute personne qui sollicitera des places dépendantes ou tenant à l'administration des États en aura le refus par le seul fait de la sollicitation ;

25 Que le présent cahier sera déposé au greffe de la municipalité de Rennes, pour y demeurer perpétuellement l'interprète des vœux de la nation bretonne, qu'il sera imprimé, pour que chaque membre de l'assemblée puisse en envoyer des exemplaires à ses villes, corporations ou communes, et que tout individu de la nation puisse de même s'en pourvoir et se rendre par là certain du zèle de ses députés ;

26 Qu'il en sera présenté par M. le Président, à la tête d'une députation, un exemplaire à M. le Commandant, à M. le Premier Président, à M. l'Intendant et à chacun de MM. les autres commissaires du Roi, avant l'ouverture des États.

2) Lettre que les députés de l'ordre du Tiers, après la suspension des États, adressent, le 5 janvier 1789, aux communes, paroisses et corporations de Bretagne.

Messieurs,

En votre nom, au nom du peuple, au nom des malheureux, l'ordre du Tiers vient de demander aux États le redressement d'une multitude de griefs, qui, consacrés jusqu'ici par d'antiques abus, avaient porté la misère publique à son comble. Le mémoire ci-joint, en vous détaillant ces demandes, vous donnera connaissance des réformes essentielles à faire aux vices politiques dont vous êtes depuis si longtemps les victimes. Vous verrez que les députés des villes, communes et corporations de la province ont arrêté de demander aux États :

1° L'extinction absolue de la corvée des grands chemins, qui vous enlevait sans cesse à vos travaux et surtout dans des temps où le soin de vos récoltes les exigeait plus impérieusement.

2° L'abolition du tirage au sort, pour la milice de terre, de mer et de côtes, qui vous ravissait à vos familles et au besoin qu'elles avaient de vous. Si, par un hasard, qui n'est pas à prévoir, ce tirage n'était pas aboli, faites attention que l'ordre du Tiers demande que toute la nombreuse cohorte de ces hommes qu'on vous a enlevés, quand ils allaient être en état de vous seconder, de ces hommes que l'orgueil, d'un côté, et la paresse, de l'autre, ont attiré au sein des villes, et qu'on a flétris du vil nom de laquais, ne soient plus exemptés du sort, à la perte et à l'oppression de l'agriculture.

3° La cessation du logement des troupes et des fournitures aux casernes, pour lesquelles tant de malheureux étaient souvent contraints d'abandonner le seul lit où se reposait encore leur misère.

4° Que le guet et les patrouilles indispensables pour la sûreté publique dans les villes ne soient plus gratuits, et que l'imposition nécessaire pour les payer soit répartie sur tous les habitants, sans exception des ecclésiastiques et des nobles.

5° Qu'en contrats d'échange sous les fiefs des seigneurs, il ne soit plus payé de lods et ventes.

6° Que les fouages soient désormais supportés par les ecclésiastiques et les nobles, de manière que cette imposition, en se partageant, cessera d'être onéreuse.

7° Que Messieurs du clergé soient imposés à la capitation, en raison de leur richesse.

8° Que Messieurs de la noblesse, qui n'en payaient ci-devant qu'une très petite partie, soient désormais capités sur un taux proportionné à leur opulence, ce qui nécessairement diminuera la capitation du peuple.

9° Que, pour la levée de toutes les impositions, quelles qu'elles soient, il n'y ait pour chaque espèce qu'un seul et même rôle, sur lequel seront également portés MM. les ecclésiastiques et les nobles ; en sorte que, la taxation étant faite sur les lieux par des égailleurs communs, et avec connaissance des moyens, la répartition soit juste et proportionnée à l'aisance de chacun.

10° Que vous ayez des députés aux États pour y pouvoir librement défendre vos droits ; que ces députés soient en nombre égal aux députés réunis du clergé et de la noblesse ; qu'ils votent par tête et non par ordre ; qu'ils ne soient ni nobles, ni anoblis, ni subdélégués ; qu'ils ne puissent jamais être choisis parmi les juges, procureurs fiscaux, officiers, ni agents des seigneurs, et qu'ils soient élus par vous seuls, tant dans les campagnes que dans les villes, point important et absolument nécessaire, puisque personne ne peut mieux connaître les besoins des agriculteurs que les agriculteurs eux-mêmes.

11° Que les portions congrues des recteurs et curés ou vicaires soient enfin augmentées, comme elles le sont depuis quelques années, dans le reste du royaume.

12° Que vos respectables pasteurs, qui, par leur état, par leurs fonctions et par leurs devoirs, sont plus à portée que personne de connaître votre situation aient eux-mêmes aux États des députés qui puissent y exposer vos besoins.

13° Que les pensions accordées à beaucoup de Messieurs de la noblesse, et l'entretien des maisons d'éducation pour les gentilshommes et les demoiselles de la noblesse ne soient plus à votre compte, ni à votre charge. Une naissance illustre, un mérite reconnu surtout et des qualités éclatantes donnent, à la vérité, de justes droits à votre estime et à votre respect : mais ils n'en donnent point à votre fortune. L'aisance d'un homme ne doit pas être le prix des sueurs publiques.

14° On demande enfin que des tables qui coûtaient fort cher, que des gratifications, des emplois inutiles, un luxe plus inutile encore pour les enterrements des membres des États qui mouraient pendant la tenue et pour les baptêmes de leurs enfants, soient supprimés.

3) **Modèle de cahier de doléances du Tiers État (Charges d'un bon citoyen de campagne) qui circule en Bretagne.**

Le Roi a pris la résolution juste et bien luisante d'entendre tous ses sujets, sans distinction de rang et de fortune ; il veut qu'ils concourent à nommer les représentants ou députés aux États généraux, qu'ils aient tous la faculté de faire connaître leurs souhaits et leurs doléances.

C'est le Roi lui-même qui nous y invite ; ainsi rien ne peut nous détourner de répondre à la sagesse de ses vues et à sa bonté paternelle ; disons-lui avec confiance :

Sire,

[1] Nous nous plaignons d'être seuls assujettis à la corvée des grandes routes, qui a dépeuplé nos campagnes de gens riches et augmenté notre misère ;

[2] Du sort de la milice, qui nous enlève des enfants utiles et souvent nécessaires ;

[3] Des corvées et servitudes féodales, trop étendues et trop onéreuses, et d'autant plus odieuses, qu'elles donnent lieu à la vexation des officiers des seigneurs, à la dévastation de nos campagnes ;

[4] Des établissements des fuies et des garennes ;

[5] De l'inégalité de la répartition des impôts, qui fait que nous sommes trop imposés ;

[6] De l'injustice des impôts particuliers à notre ordre, ce qui nous fait payer seuls les fouages extraordinaires, le casernement, les milices, les francs-fiefs, les droits sur les eaux-de-vie, liqueurs, etc. ;

[7] De n'avoir eu jusqu'ici aucuns représentants aux États de la province, d'où vient sans doute que les charges de l'État sont entassées sur nos têtes.

[8] Il nous reste à faire connaître nos souhaits, et nous croyons que nous pouvons dire avec vérité ;

[9] Sire, nous souhaitons conserver les droits de citoyen, et être admis, à l'avenir, à nous faire représenter à toute assemblée nationale ;

[10] Que dans ces assemblées nos représentants soient au moins en nombre égal à celui des ordres privilégiés, et que leurs voix y soient comptées par tête ;

[11] Que nos représentants ne puissent être, ni nobles, ni anoblis, ni ecclésiastiques, mais toujours de notre ordre ; qu'ils ne puissent même être choisis parmi les officiers et gens des seigneurs et ecclésiastiques ; ils seraient trop intéressés à suivre des impulsions étrangères ;

[12] Que dans toutes nos assemblées, nul ne puisse nous présider qu'autant que la réunion des suffrages l'aura fait élire ;

[13] Que notre liberté soit aussi sacrée que celle de tous autres citoyens ; que tous enrôlements forcés soient supprimés. sauf à les remplacer par les enrôlements à prix d'argent ;

[14] Que toute loi qui nous exclurait de parvenir à tous emplois civils et militaires soit supprimée, de même que toute loi qui distingue, à raison de la naissance, les peines pour les crimes de même nature ;

[15] Que nos propriétés ne soient pas moins respectées que celles des autres citoyens ; que tous impôts soient à l'avenir supportés d'une manière égale, et par chacun, en proportion de sa fortune, sans distinction d'ordres ; qu'il n'y ait qu'un seul rôle pour tous, et qu'on supprime tous impôts particuliers, sauf à les remplacer, s'il est besoin, par des impositions générales ;

[16] Que l'ouverture et l'entretien des grandes routes ne soient plus à notre charge, mais que la dépense en soit faite par le trésor public puisqu'elles sont utiles à tous ;

[17] Que les lois qui rendent les corvées et servitudes et prestations féodales imprescriptibles et infranchissables, soient remplacées par une loi qui permette à chaque vassal de les franchir sur le pied de leur valeur fixée par notre Coutume ; et que le franc-allevé soit de droit public ; c'est le seul moyen de nous attacher à nos propriétés, et de nous sauver des suites ruineuses de la fiscalité des seigneurs ;

[18] Que la justice ne puisse être rendue qu'au nom de Votre Majesté ; que nous ne puissions être traduits que dans des tribunaux ordinaires, établis par elle, et auxquels seraient admis tous les citoyens, à raison de leurs talents, et sans qu'il puisse exister de tribunaux d'attribution ; que dans notre paroisse il soit seulement établi un greffier et un notaire ;

[19] Que nous soyons autorisés à choisir entre nous, chaque an, douze prud'hommes ou jurés, qui chaque dimanche s'assembleront à l'issue de la grand'messe, pour entendre les plaintes et demandes pour dommages de bêtes, injures et autres cas semblables, vérifier les faits et prononcer sans frais telle condamnation qu'ils jugeront convenable, laquelle sera exécutée sans appel, jusqu'à la somme de 30 l. par provision, à la charge d'appel pour les plus fortes condamnations ;

[20] Qu'il soit établi par chaque diocèse une caisse pour le soulagement des pauvres, et qu'il y soit versé un tiers du revenu de tous les biens ecclésiastiques, pour être réparti aux pères de pauvres de paroisses ;

[21] Que le sort de notre recteur soit amélioré et son revenu augmenté, par la réunion à sa cure d'autres biens ecclésiastiques, jusqu'à 2.400 l. au moins (article à supprimer, si le recteur n'est pas à portion congrue) ;

[22] Adoptons en général tous et chacun des articles de doléances et demandes qui seront contenus dans le cahier de la ville de Rennes, et qui n'auraient pas été prévus ou suffisamment développés dans le présent.

4) Le sénéchal de Lesneven, Nicolas Cosson de Kervodies, propose une aide à la rédaction des cahiers de doléances en joignant aux papiers officiels un modèle ainsi libellé :

Du vingt neuf mars mil sept cent quatre vingt neuf.
Demandes, plaintes, doléances et remontrances de la ... de ... évêché de Léon Basse Bretagne.

Nous prions Sa Majesté et les États généraux de conserver à la province de Bretagne, ses droits, immunités, libertés, franchises et privilèges suivant le contrat de mariage de la duchesse Anne et autres titres.

D'ordonner la contribution égale de tous les impôts sans exception entre tous les ordres de l'État

De supprimer les droits de francs-fiefs et les tailles et fouages.

De permettre aux vassaux d'acquérir le droit de suite de moulin à un prix qui sera fixé aux États généraux.

De convertir la corvée aux grands chemins en une imposition payable par tous les sujets du roi.

D'accorder des exemptions pécuniaires à ceux qui feront des défrichements, des dessèchements ou des plantations.

De réformer les abus qui tournent à l'oppression du peuple et des cultivateurs.